



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 3174

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault.

M. Pierre Cordier. Elle a été ministre pendant deux minutes, sur le papier !

Mme Valérie Rabault. Monsieur le Premier ministre, le Président de la République vous a confié « la responsabilité de tracer un nouveau chemin pour notre pays ». Pensez-vous que ce nouveau chemin soit compatible avec le maintien de la réforme des retraites ? En clair, maintiendrez-vous, oui ou non, une réforme à laquelle 61 % des Français sont opposés, une réforme injuste qui divise les Français et fragilise un très grand nombre d'entre eux au moment où la France doit faire pack pour se relancer ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Raphaël Schellenberger. Est-ce qu'il va dire quelque chose, cette fois-ci ?

M. Jean Castex, Premier ministre. Je viens de le dire à l'instant : la crise éclaire le nouveau chemin qu'a annoncé le Président de la République.

M. Fabien Di Filippo. Il faut changer de Président de la République !

M. Jean Castex, Premier ministre. Nous devons impérativement tenir compte de ce nouveau contexte dans l'ensemble des champs de l'action gouvernementale, au premier rang desquels la réforme des retraites que vous venez d'évoquer.

M. Fabien Di Filippo. Quelle langue de bois !

M. Jean Castex, Premier ministre. Je voudrais préciser devant la représentation nationale la façon dont mon gouvernement va aborder ce sujet dans les semaines et les mois à venir.

M. Fabien Di Filippo. Au ralenti, visiblement...

M. Jean Castex, Premier ministre. Dès cette semaine, je recevrai l'ensemble des partenaires sociaux, qui seront réunis avant le 20 juillet dans le cadre d'une conférence de méthode.

M. Damien Abad. C'est mou !

M. Pierre Cordier. C'est vrai qu'il n'est pas très vif...

M. Maxime Minot. Il faut accélérer ! Donnez-lui des vitamines !

M. Jean Castex, Premier ministre . Mon objectif est de mettre tous les sujets sur la table.

Je souhaite que les sujets de santé soient réglés, pour une large part, cette semaine dans le cadre du Ségur.

M. Fabien Di Filippo. Ce n'est pas la question !

Mme Josiane Corneloup. La question porte sur la réforme des retraites !

M. Jean Castex, Premier ministre . Les négociations sont conduites sous l'égide du ministre des solidarités et de la santé. Je suis intervenu dès hier pour demander que l'effort considérable, mérité et justifié que la nation doit faire pour les salaires des soignants soit complété par des créations d'emplois dans les établissements de santé. Vous le savez, mesdames et messieurs les députés, car vous êtes des élus de terrain.
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

La santé, les retraites, la dépendance, l'assurance chômage, le plan de relance : tout sera mis sur la table. Écoute, concertation : seule cette méthode sera efficace. Nous nous retrouverons avec les partenaires sociaux pour décider, à la rentrée, ce qui relève de la négociation et de la concertation.

S'agissant des retraites (« Ah ! » sur les bancs du groupe SOC)...

Mme Valérie Rabault. C'était ma question, quand même !

M. Jean Castex, Premier ministre . J'y viens, mais vous savez bien qu'aucun sujet, si important soit-il, ne peut être traité efficacement s'il n'est pas éclairé d'une cohérence d'ensemble de l'action gouvernementale.
(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.)

M. Fabien Di Filippo. Alors, qu'allez-vous faire ?

Mme Sylvie Tolmont. Répondez à la question !

M. Fabien Di Filippo. Trois minutes pour en arriver là !

M. Jean Castex, Premier ministre . S'agissant des retraites, donc, il a d'ores et déjà été acté que, dans le cadre des concertations à reprendre, nous distinguerions, d'une part, la réforme de fond, à laquelle nous ne renoncerons pas (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM),...

M. Boris Vallaud. Ah !

Mme Sylvie Tolmont. Et voilà !

M. Jean Castex, Premier ministrequi vise à instaurer un système de retraite plus juste et que tous les Français attendent, et d'autre part, les dispositions qu'il y aura lieu de prendre pour sauvegarder le système actuel. Convenez avec moi que la situation financière de ce système n'est pas tout à fait la même depuis qu'il subit lui aussi de plein fouet l'impact de la crise économique. Sur tous les bancs de cette assemblée, indépendamment de ce que vous pensez du futur régime de retraite, qui pourrait laisser s'effondrer le système actuel ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

M. Sylvain Maillard. Eh oui !

M. Stéphane Peu. Il n'y a pas d'effondrement !

M. Alain Bruneel. C'est vous qui allez le provoquer, l'effondrement !

M. Jean Castex, Premier ministre . Nous devons donc, en responsabilité et avec les partenaires sociaux, dans le cadre d'une concertation, prendre les dispositions nécessaires pour en assurer la sauvegarde.

(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM ainsi que sur quelques bancs du groupe MODEM.)

M. Fabien Di Filippo. Monsieur le président, le Premier ministre répond si lentement qu'il faudra prévoir six heures pour les prochaines questions au Gouvernement !

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault.

Mme Valérie Rabault. Votre réponse m'inspire deux remarques.

Tout d'abord, l'ensemble des partenaires sociaux, y compris ceux qui étaient favorables à la réforme des retraites, sont opposés au maintien de ladite réforme dans le contexte actuel. Vous êtes tout seul, monsieur le Premier ministre, contre les partenaires sociaux. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur plusieurs bancs du groupe GDR. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Plusieurs députés du groupe LaREM . Non, nous, on est là !

Mme Valérie Rabault. En outre, le maintien de cette réforme relève de l'irresponsabilité.

M. Boris Vallaud. Exactement !

Mme Valérie Rabault. Plutôt que de relancer le débat sur les retraites, présentez le plan de relance ! Cela fait quinze jours que l'Assemblée est bloquée sur le plan de relance que vous avez annoncé.

M. Raphaël Schellenberger. Et qui n'en est pas un !

Mme Valérie Rabault. D'après les estimations dont nous disposons, la France est le pays de l'Union européenne qui subit la détérioration de son PIB la plus importante. Enrayer cette chute nécessite deux choses.

Il faut d'abord soutenir le pouvoir d'achat, comme l'ont fait les Allemands en accordant aux familles une prime de 300 euros par enfant. Votre gouvernement n'a prévu aucun soutien pour la demande des ménages.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – Vives protestations sur les bancs des groupes LaREM et Agir ens.)

M. Sylvain Maillard. Et le chômage partiel ?

Mme Valérie Rabault. Nous avons proposé ici d'accorder 250 euros par famille et 100 euros supplémentaires par enfant : vous avez dit non.

Il faut également mettre en œuvre un plan de relance économique répondant aux trois urgences économique, sociale et écologique. Vous avez refusé la prime climat que nous avons proposée : c'est pourtant une telle mesure qui pourrait permettre la relance, ici et maintenant. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur plusieurs bancs des groupes GDR et LT.)*

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Rabault](#)

Circonscription : Tarn-et-Garonne (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3174

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juillet 2020](#)